



Caritas plaide en faveur d'un observatoire de la pauvreté

SOCIÉTÉ • *Inspirée par Caritas, une motion portée par des députés de gauche et du centre propose que la pauvreté soit mieux analysée, pour être mieux combattue.*



Le fait qu'en Suisse les épiceries solidaires de Caritas fonctionnent si bien témoigne d'une augmentation significative de la pauvreté. KEYSTONE

**RACHAD ARMANIOS ET
MÉLISSA LLORENS**

Les épiceries solidaires de Caritas en Suisse fonctionnent du tonnerre. Mais Dominique Froidevaux, directeur de l'œuvre d'entraide à Genève, s'en désole. Car ce boom témoigne d'une augmentation de la pauvreté. D'après les estimations de l'organisation, une personne sur dix en Suisse se trouve dans cette situation. Pourtant, la pauvreté est une réalité complexe, difficilement chiffrable et saisissable. C'est

pourquoi, pour mieux la combattre, Caritas, relayé par des députés de gauche et du centre, demande l'instauration d'un observatoire indépendant à Genève. Les députés Anne Emery-Torracinta (PS), Philippe Schaller (PDC) et Christian Bavarel (Verts) ont déposé une motion afin que le Conseil d'Etat présente un rapport annuel sur l'évolution de la pauvreté dans le canton. L'annonce a été faite à l'occasion, ce samedi, de la Journée nationale d'action contre la pauvreté

de Caritas. A Berne, un «mur de la pauvreté» sera abattu. A Genève, un stand se tiendra sur la place du Molard.

«Il ne s'agit pas de mettre sur pied une usine à gaz, mais de mettre en réseau les données existantes», souligne M^{me} Emery-Torracinta. Elle tente ainsi de contrer les reproches formulés contre une précédente proposition en faveur d'un tel observatoire, gelée dans les tiroirs d'une commission.

Christian Bavarel, lui, insiste sur la



«guerre des chiffres» qui a lieu chaque fois que la question de la pauvreté, éminemment politique, est débattue. D'où l'importance, ajoute Dominique Froidevaux, d'un regard indépendant avec une caution scientifique et académique.

Une analyse fine des causes, de l'ampleur et des conséquences de la pauvreté est indispensable pour la combattre, plaide M^{me} Emery-Torracinta.

Reste que des données existent. L'Hospice général a aidé financièrement 10 550 personnes en 2009, une augmentation de 13%. Mais cela ne tient pas compte des «chiffres noirs», insiste Dominique Froidevaux, soit les personnes qui n'osent pas ou ne veulent pas recourir à l'aide sociale, ceux qui sont juste au-dessus du seuil pour y avoir droit, les travailleurs clandestins... Caritas estime entre 20% et 50% des pauvres ceux qui ne le sont pas «officiellement».

Les enfants, un facteur de paupérisation

Parmi les causes, Dominique Froidevaux insiste sur les crises, qui, quand elles se résorbent, laissent toujours plus de personnes sur le carreau. Il mentionne le manque de formation et de places de travail. Il se scandalise ensuite qu'en Suisse avoir des enfants soit un facteur de paupérisation. Il pointe le phénomène des travailleurs pauvres et celui de l'endettement, dont

une invite de la motion s'inquiète spécifiquement.

Une autre demande d'évaluer l'impact de la pauvreté sur la santé. «La pauvreté rend malade, et touche d'abord les femmes», déplore Philippe Schaller, député et médecin. Elle accroît les comportements à risque (alcool, tabac, mauvaise alimentation), pousse à consulter en dernier recours, affaiblit les liens sociaux et l'estime de soi.

Si la motion se contente de demander une analyse de la pauvreté, c'est dans le but de ratisser large. Car, en ce qui concerne les moyens d'action, «il est difficile d'avoir des budgets avec la majorité actuelle au parlement», souligne M^{me} Emery-Torracinta. Or ce sont bien des choix politiques qui conduisent à ce que l'aide sociale – urgente et nécessaire, à l'instar du projet de loi sur les aides familiales complémentaires – ne revienne pas à subventionner des entreprises qui sous-paierent leurs employés, insistent les motionnaires. Dans leur collimateur, notamment, les salaires «insuffisants» des emplois solidaires de solidarité.

Dans ce contexte, Dominique Froidevaux insiste pour que l'action sociale privée reste complémentaire aux politiques publiques. «En Suisse, il n'y a pas que les grandes banques qui doivent être sauvées.» «Les liens sociaux et la solidarité sont en péril», s'alarme Anne Emery-Torracinta. |